



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU HAUT-RHIN

**PRÉFECTURE**

Direction des collectivités locales  
et des procédures publiques

Bureau des enquêtes publiques et installations classées  
AXR/ 851

## **ARRÊTÉ**

du **18 AVR. 2017** mettant en demeure la société  
**LOCACIL** de se conformer  
aux dispositions relatives à l'arrêté préfectoral codificatif  
n° 2008-120-11 du 29 avril 2008, portant prescriptions et  
prescriptions complémentaires à la société ECOMIX à  
Feldkirch et à l'article 2.4.3 de l'arrêté ministériel du 15 avril  
2010, relatif aux prescriptions générales applicables aux  
stockages de polymères relevant du régime de  
l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2662 de la  
nomenclature ICPE

LE PREFET DU HAUT-RHIN  
Chevalier de la légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite

- VU** le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8-I;
- VU** l'arrêté ministériel du 15 avril 2010, relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2662 de la nomenclature ICPE ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°012634 du 24 septembre 2001 portant autorisation d'exploiter à la société ECOMIX à FELDKIRCH ;
- VU** l'arrêté préfectoral codificatif n°2008-120-11 du 29 avril 2008 portant prescriptions complémentaires à la société ECOMIX à FELDKIRCH ;
- VU** le rapport de visite de l'inspection des installations classées daté du 01 mars 2017 ;

**CONSIDÉRANT** que lors de l'inspection du 08 février 2017, il a été constaté que :

- la mise en place d'un dispositif de prélèvement des eaux pluviales,
- les mesures de contrôle des rejets d'eaux pluviales,
- le relevé du niveau piézométrique dans les résultats de contrôle de la qualité des eaux souterraines,

prévus aux articles 9.4.1 et 9.5.2.1 de l'arrêté préfectoral codificatif du 29 avril 2008, ne sont pas réalisés ;

**CONSIDÉRANT** qu'il a également été constaté que le nettoyage régulier des sols, prévu à l'article 2.4.3 de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010, relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2662 de la nomenclature ICPE, n'est pas réalisé ;

**CONSIDÉRANT** les dispositions de l'article L171-8-I du code de l'environnement : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement. »*,

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin,

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société LOCACIL, dont le siège social est situé 122 route de Mulhouse à FELDKIRCH, est mise en demeure de se conformer, dans les délais impartis, aux dispositions reprises dans les articles suivants du présent arrêté, pour son site implanté à la même adresse.

### **Article 2 :**

Dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté et conformément aux dispositions de l'article 2.4.3 de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010, relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2662 :

*« Les surfaces à proximité du stockage sont maintenues propres et régulièrement nettoyées, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques. »*

**Article 3 :**

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification de présent arrêté et conformément aux dispositions de l'article 9.5.2.1 de l'arrêté préfectoral codificatif du 29 avril 2008:

«[...]Suivi piézométrique :

*Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne d'analyse.*

*Pour chaque campagne d'analyses réalisée, l'exploitant joint aux résultats une carte avec une localisation des piézomètres.*».

**Article 4 :**

Dans un délai de 1 an à compter de la notification de présent arrêté et conformément aux dispositions de l'article 9.4.1 de l'arrêté préfectoral codificatif du 29 avril 2008 :

« *L'exploitant réalise, sur des échantillons représentatifs, les analyses des paramètres suivants aux fréquences indiquées :[...].*

*Les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement. [...].*».

**Article 5 :**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du code de l'Environnement.

**Article 6 :**

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le sous-préfet de Mulhouse et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à la société LOCACIL.

Fait à COLMAR, le 18 AVR. 2017

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Christophe MARX

**Délais et voie de recours :**

En vertu de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.

